

Intervention de l'UD CGT 41 – Manifestations du 17 décembre 2019

Bonjour à toutes et à tous

Alors que DELEVOYE a oublié qu'il percevait chaque mois 5000 euros et que les actionnaires se gavent de dividendes et d'exonérations de cotisations sociales, les salarié-es et leur famille doivent vivre avec les quelques centaines d'euros restant après le paiement du loyer et du carburant, les privé-es d'emploi doivent se plier aux contrôles tatillons de l'État pour justifier leur maigre indemnisation, les retraité-es doivent chaque jour compter pour arriver à la fin du mois avec ce qu'il reste de leur maigre pension et les étudiant-es doivent cumuler les petits boulots pour survivre jusqu'aux examens.

Mais ce n'est pas encore assez, Édouard PHILIPPE, fidèle aux directives du patronat, s'engage à faire la peau à notre système de retraite en allongeant la durée de cotisation et en baissant les pensions. Il confirme avec l'âge pivot ou l'augmentation de la durée de cotisation qu'il faudra travailler plus pour gagner moins à la retraite, qu'avec la retraite à points le niveau des pensions est la variable d'ajustement et que les cotisations des patron·nes n'augmenteront pas.

Cette journée d'action interprofessionnelle contre la retraite à points était à l'origine une mobilisation des personnels de la santé. Un état des lieux de notre système de santé illustrera l'impératif d'arracher le retrait du plan MACRON de destruction de notre système de retraite solidaire.

Depuis le début de l'année l'ensemble de la communauté hospitalière mais aussi des personnels du médico-social et de l'action sociale sont mobilisés et les annonces faites le 20 novembre ne sont pas à la hauteur des enjeux. Le 1^{ER} ministre reconnaît même qu'elles correspondent à une accélération de la réforme « ma santé 2022 » qui a été faite pour accompagner la réduction de la place du service public hospitalier et le transfert de l'activité vers le secteur privé.

La déclinaison de la politique de santé ne vise qu'à réduire drastiquement les moyens des hôpitaux publics et à les mettre en concurrence dans une logique d'élargissement du champ privé et de privatisation de l'assurance maladie remettant en cause notre système de santé et de sécurité sociale.

Le 5 décembre, les personnels de la santé et de l'action sociale se sont portés grévistes en masse partout en France, et dans le Loir et Cher on relève un taux de grévistes de plus de 50 % ce qui n'avait pas été vu depuis plusieurs années.

Les annonces d'Édouard Philippe méprisent les personnels de la santé et de l'action sociale du public comme du privé qui expriment leur souffrance, le manque de reconnaissance professionnel, salariale et humaine. Les aides soignant-es vont devoir travailler 7 ans de plus pour prétendre à une retraite à taux plein, alors que près de 40 % de ces professionnel·les sont en invalidité bien avant 55 ans. Les infirmier-es devront travailler jusqu'à 64 ans quel que fut leur choix lors du droit d'option de 2010. Seuls bénéficieraient de la possibilité d'un départ anticipé de quelques mois les professionnel·les qui travaillent de nuit. Mais ce qui se cache derrière cette annonce, c'est un allongement de la carrière avant ouverture de leur droit à retraite à taux plein, comme pour tous les salarié-es. Et aucune annonce de revalorisation salariale, alors que par exemple, les infirmier-es perçoivent les rémunérations les plus basses de l'OCDE.... Comment imaginer que ces personnels vont pouvoir travailler jusqu'à 64 ans ? Elles et ils sont épuisées, usées et changent radicalement d'orientation professionnelle au bout de 6 ou 7 ans voire beaucoup plus tôt !

Le 1^{er} ministre ose affirmer que les femmes seraient les grandes gagnantes de cette réforme. De qui se moque-t-on ?

Dans nos secteurs et nos métiers à prédominance féminine, le gouvernement assume de supprimer la reconnaissance de la pénibilité par un départ anticipé à la retraite : encore une fois, les femmes subissent une injustice flagrante !! C'est la double peine avec des pensions déjà bien inférieures à celle des hommes à qualifications et diplômes égaux. L'égalité professionnelle continue d'être sacrifiée sur l'autel d'une réforme idéologique au service des plus riches.

Si nous avons voulu marquer un temps fort en faisant un arrêt devant la Maison de Retraite Gaston d'Orléans c'est parce que cela symbolise bien leur volonté de détruire l'offre de service public avec la disparition de 77 lits d'EHPAD

et c'est sans compter le nombre de postes afférents. La vente de la MRGO avec ses 77 lits de service public est donc une aberration sauf si c'est pour certain·es une volonté de faire profiter le secteur privé et ses actionnaires !

Nous avons donc voulu symboliser ces pertes de lits par 77 ballons noirs que nous allons accrocher aux grilles de l'établissement et faire un lâcher de ballons pour représenter tous les postes de services publics qui sont supprimés chaque année.

Parce que nous sommes toutes et tous concernés, public/privé, nous devons poursuivre et généraliser les luttes par la grève pour taper dans les profits du patronat, stopper net cette opération de régression sociale, arracher le retrait du projet MACRON et la satisfaction de nos revendications : des salaires pour vivre et bien vivre, une retraite pour bien vieillir et une sécurité sociale pour nous protéger des aléas de la vie financée par l'augmentation constante des salaires et des cotisations sociales payées par les employeur·es.